



DIRECTION DES AFFAIRES GÉNÉRALES
INSTITUTIONNELLES ET JURIDIQUES (DAGIJ)
1 Chemin du Thil – CS 52 501
80025 AMIENS CEDEX 1
Secrétariat de section disciplinaire
discipline@u-picardie.fr

DECISION DE LA SECTION DISCIPLINAIRE COMPETENTE A L'EGARD DES ENSEIGNANTS

AFFAIRE N°2021/SDE 004 MONSIEUR XX

La section disciplinaire réunie le 2 mai 2022 à 14h à la Présidence de l'UPJV ;

La section disciplinaire réunie le 2 mai 2022 à 14h à la Présidence de l'UPJV.

Étant présents :

Antoine KATTAR, Professeur des universités, Président de la section disciplinaire

Marine FLEURY, Maîtresse de conférences,

Virginie LE MEN, Professeure du secondaire,

F Thérèse et C. Simoni, secrétaires de séance

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles R712-31 et suivants ;

Le dossier et le rapport ayant été tenus à la disposition des parties, dix jours francs avant le jour fixé pour la délibération ;

Vu la saisine directe formée le 3 septembre 2021 par le président de l'université de Picardie Jules Verne,

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Monsieur XX ayant été informé de la tenue de cette séance par lettre recommandée avec avis de réception ;

Après lecture, en audience publique, du rapport d'instruction établi par Madame Marine FLEURY ;

Après avoir entendu les témoins et les experts ;

Après avoir entendu Monsieur XX et son conseil Maître NOUBLANCHE

Après que le public s'est retiré ;

Après en avoir délibéré ;

Considérant que par un courrier du 3 septembre 2021, le Président de l'Université a saisi la commission de discipline pour connaître des agissements de M. A. XXX, professeur certifié affecté dans l'enseignement supérieur, que lui avait signalés la déléguée à l'égalité entre les Femmes et les Hommes, Lise Lerichomme ; que ce signalement était accompagné de 12 témoignages d'étudiants

remis au dossier de saisine et d'un courrier adressé par un enseignant de l'UFR à la Direction des Ressources Humaines de l'UPJV ;

Considérant que par un courrier du 22 octobre 2021, un premier report de la convocation de la formation de jugement a été décidé par le président de la commission. En effet, en raison des vacances universitaires, les rapporteurs n'étaient pas en situation d'entendre les personnes impliquées par les différents témoignages joints au dossier de saisine de la commission. La convocation de la formation de jugement a dès lors été reportée au 20 janvier 2022, report dont le mis en cause a été informé ;

Considérant que l'ensemble des personnels enseignants entendus s'accorde sur les compétences techniques du mis en cause, sur ses connaissances des enjeux de la filière APAS sur son investissement dans le montage de maquettes de diplômes, et plus spécifiquement sur son engagement pour la filière APAS et ce depuis 30 ans ;

Considérant qu'il est reproché à Monsieur XXX des manquements récurrents à la déontologie ;

Considérant qu'il est reproché à Monsieur XXX la pénétration anale digitale d'un étudiant dans le cadre d'un enseignement de pratique de judo en Licence 3 APAS et, plus généralement, un manquement aux règles de l'art du judo, sur l'année universitaire 2015-2016 ; mais considérant qu'aucun témoignage n'est venu corroborer directement l'acte de pénétration, ce grief ne peut être retenu. Que néanmoins il est établi que lors de ce combat de judo, Monsieur XXX a eu une attitude humiliante en tenant des propos menaçants à l'endroit d'un étudiant et en maintenant un étranglement malgré la demande d'arrêt du combat exprimée par l'étudiant ; que le doyen de l'époque, entendu par la commission, affirme avoir été sollicité par l'étudiant pour dénoncer cet agissement et a évoqué, à ce propos, un geste de « torture » ; que ce combat a suscité en tout état de cause le choc et la vive inquiétude des autres étudiants assistant à la scène, mais aussi pour des étudiants des promotions suivantes, informés par leurs camarades du comportement de l'enseignant ; que Monsieur XXX avait formulé des excuses publiques à l'étudiant devant le groupe de TD concerné ;

Considérant qu'il est reproché à Monsieur XXX d'avoir entretenu des relations intimes avec des étudiantes ; que plusieurs enseignants attestent avoir eu connaissance de ces relations et que notamment, plusieurs d'entre eux, font référence au cas d'une même étudiante qui les avait sollicités en vue d'obtenir de l'aide pour rompre avec M. XXX, alors directeur du STAPS, en raison de sa crainte de représailles dans la suite de son cursus ; que plusieurs témoins font état d'une « rumeur » le concernant tout en signalant qu'aucun autre enseignant de la composante n'est concerné par une telle rumeur ; mais considérant qu'aucune des étudiantes concernées n'a souhaité témoigner de ses relations avec M. XXX et que M. XXX n'a corroboré ces faits que pour une relation de concubinage en 2012 dont il ne s'était pas caché ;

Considérant qu'il est reproché à Monsieur XXX des pratiques pédagogiques harcelantes ou dénigrantes qui ont pu créer à leur encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ; que s'il ne peut être établi avec certitude, en l'absence de preuve matérielle, l'existence de propos

ouvertement sexistes ou de chantage sexuel à la note (bien qu'un témoin rapporte qu'une étudiante ait reçu de la part de Monsieur XXX un sujet d'examen comportant son numéro de téléphone personnel), de nombreux témoignages convergents font état, pour des périodes distinctes, de ces propos et du mal-être tangible des étudiants en lien avec l'attitude globale de Monsieur XXX, notamment la pesée obligatoire devant l'ensemble des étudiants et également son discours menaçant, son intransigeance, ses propos visant à les dévaloriser ou à dénigrer leurs compétences ; que si Monsieur XXX explique avoir agi ainsi pour pousser ses étudiants à la rigueur et au dépassement de soi, ses agissements ont objectivement eu des conséquences psychologiques, physiologiques et sanitaires délétères sur les étudiants qu'il a formés (stress, abattement, cauchemars de viol, psoriasis) et les a conduits à des stratégies d'évitement , des cours dispensés par l'enseignant voire à quitter l'UPJV.

Considérant qu'il est reproché à Monsieur XXX la non-exécution de l'intégralité du service ainsi que des retards à l'occasion de l'année universitaire 2020-2021 mais aussi, plus généralement, sur la période où il exerce des fonctions de direction

Que Monsieur XXX reconnaît avoir eu des retards sur la période où il avait parallèlement des fonctions électives au sein de l'UFR ; que si ces retards peuvent être entendables au regard de la charge de travail de Monsieur XXX, il convient de relever que l'intéressé s'est montré lui-même intransigeant avec les retards des étudiants et parfois en contradiction avec la charte des examens.

Considérant qu'il est reproché à Monsieur XXX des propos dénigrants et une attitude particulièrement agressive à l'encontre d'un collègue à l'occasion d'un problème d'attribution de salle de sport pour l'année universitaire 2020-2021, retirant notamment son masque en pleine pandémie ; que ces faits sont établis et qu'ils se sont déroulés devant les étudiants, qui ont subi du stress et ont eu une vision peu exemplaire de leur enseignant, bien éloignée en tout état de cause des valeurs, notamment sportives, que celui-ci est censé véhiculer ; que M. XXX avait déjà ceinturé un collègue pour le conduire à quitter son bureau.

Considérant que de façon générale il est établi par des témoignages convergents que Monsieur XXX peut avoir des comportements dénigrants en public envers certains de ses collègues ; que l'un des témoins confie sa peur d'être retrouvé par Monsieur XXX à la sortie du travail, évoquant le port d'armes autorisé à ce dernier ; que Monsieur XXX fait valoir qu'il a suscité l'animosité de ses collègues en raison de réformes difficiles qu'il a dû mener en tant que doyen ; qu'il ne manifeste donc pas de recul ou d'empathie envers les personnes que son discours ou ses actes auraient pu affecter ;

Considérant que l'anonymat souhaité par 24 des 45 témoins entendus, au cours de l'instruction, est systématiquement justifié par des craintes de représailles, physiques, morales ou juridiques; qu'un témoin a finalement refusé que son témoignage soit produit en raison de craintes de menaces ; que plusieurs personnes contactées ont expliqué ne pas vouloir témoigner en raison de ces mêmes craintes ;

Considérant que Monsieur XXX avait déjà en 2014, suite à une enquête administrative, été averti par le président de l'Université en fonction à l'époque, de la nécessité de revoir son positionnement institutionnel et managérial et avait été invité à prendre du recul et à partager l'initiative de la

décision, et d'envisager de nouvelles méthodes de gestion des tensions afin de prendre en considération les mal-être exprimés, l'enquête ayant révélé que la personnalité et le mode de management de monsieur XXX pouvaient « heurter et créer des tensions, des incompréhensions et des frustrations ».

Considérant que l'institution universitaire est tenue de garantir la sécurité physique et psychique de ses personnels et étudiants, et de veiller à ce que tout enseignant respecte ses devoirs déontologiques, dont son devoir de probité, et cela, d'autant plus qu'il occupe ou a occupé des responsabilités importantes au sein de l'établissement ;

Considérant qu'il ressort des différents éléments évoqués que l'attitude de Monsieur XXX a pu mettre en péril l'intégrité psychique comme physique tant des étudiants de l'UPJV que de certains de ses agents, en l'occurrence ses collègues de travail ; que cette attitude a pu nuire à la qualité de la formation et du service rendu aux étudiants ainsi qu'au bon déroulement des travaux de l'équipe pédagogique ; qu'elle a fragilisé l'image et la réputation de la formation, de l'UFR de STAPS et de l'établissement ;

Par ces motifs,

Statuant au scrutin secret, à la majorité absolue des membres présents

Décide

Article 1 – Les fonctions de Monsieur XXX dans l'établissement sont interrompues pour une durée de 18 mois ;

Article 2 – La présente décision est immédiatement exécutoire nonobstant appel.

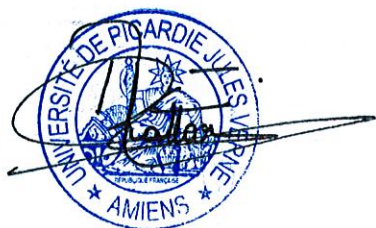
Article 3 – Conformément à l'article R712-41 du code de l'éducation, la présente décision sera affichée à l'intérieur de l'établissement sans mention ni de l'identité ni de la date de naissance de Monsieur XXX.

Article 4 – La présente décision sera notifiée à l'intéressé et adressée au Président de l'UPJV ainsi qu'au Recteur de Région académique.

Fait et prononcé en audience publique à Amiens, le 2 mai 2022 à 19h à l'issue du délibéré.

Amiens le 5 mai 2022

Président de section disciplinaire



Antoine KATTAR

La secrétaire de séance

Fabienne THEROUSE